



Pourquoi il faut s'investir davantage dans la géopolitique ?



Par Lionel Tourtier, délégué général du think tank Générations E.R.I.C, membre de la convention de la Fondation Charles-de-Gaulle

Au-delà de ces considérations, ce qui m'intéresse pour ma part, ce sont les éléments géopolitiques qui influencent le domaine économique sur le moyen et long terme. C'est-à-dire, des dynamiques politiques structurantes qui, au plan international, vont influencer les échanges mondiaux.

Cela s'explique par le fait que ma première préoccupation professionnelle depuis de longues années est la retraite et que la retraite par répartition, majoritaire dans notre pays, c'est en fait la croissance et en particulier l'évolution de la productivité, ou plus précisément le taux de productivité horaire.

Je rappellerais brièvement ce que le COR avait expliqué dans sa méthodologie de projection en 2007 - - soit il y a quelques 16 années que l'influence du taux de productivité horaire sur l'équilibre de notre système de base était bien plus importante que celui de la baisse du chômage. Une différence de 0,1% de taux de croissance de la productivité du travail pèse aussi lourd qu'une différence de 4 % dans le taux de chômage. « Un rythme annuel de croissance de la productivité de 0,1 point plus élevé se traduit par un solde financier amélioré de 0,3 à 0,4 point de PIB en 2060 et d'environ 0,15 à 0,2 point de PIB en moyenne sur la période

2015-2060 ».

C'est ce que nous n'avons jamais cessé de dire et écrire dans mon Think Tank Générations E.R.I.C. et antérieurement au sein de l'AFPEN - l'association des fonds de pensions d'entreprises - dont j'ai été le DG plusieurs années durant.

Malheureusement, nous n'avons jamais réussi à mettre en place des fonds de pensions dans notre pays, à l'exception de l'ERAFP, au demeurant très bien géré, y compris en période de crise. Ce qui démontre la pertinence de la capitalisation, à l'exception près du constat suivant : il est difficile de conduire une politique d'épargne de long terme et donc de gérer cette épargne dans cet horizon dès lors que la politique monétaire et la politique budgétaire sont en contradiction. Les Allemands l'ont bien compris avec les rentes Riester lors de l'épisode des taux zéro ou proches de zéro.

Patrick Artus, dans le prolongement des réflexions de Jacques Rueff, nous avait montré qu'articuler une politique budgétaire expansionniste avec une politique monétaire restrictive les rend toutes deux inefficaces. En d'autres termes, l'épargne de long terme ne peut que pâtir des politiques d'endettement des Etats. Et davantage encore lorsque l'on veut bien se rappeler que les orientations directrices historiques concernant la construction européenne ont privilégié toujours le consommateur et non l'épargnant et donc l'investisseur. C'est cette ligne d'ailleurs qu'a suivi selon moi la BCE bien avant la crise des « Subprimes » et nous en payons certainement le prix aujourd'hui.

Ma conception actuelle est de privilégier la géopolitique pour comprendre les futures évolutions économiques.

Ces quelques propos liminaires me permettent donc de proposer que parallèlement aux réflexions macro-économiques ou même avant la formulation de ces analyses, on aborde les questions sous l'angle de la géopolitique, et plus particulièrement de ce que je désigne par « Géopolitique de croissance ». Nous vivons une période de rupture, qui va beaucoup plus loin que le terme commun de mutation. Il y a un avant 2022 et il y aura un après 2023.

Lorsque j'aborde donc la géopolitique, il s'agit dans mon esprit de se doter de la capacité de comprendre l'évolution politique au sens large des pays du monde et des choix stratégiques mis en œuvre, dans une perspective longue, incluant bien sûr l'économie. La croissance repose sur l'énergie et donc pendant de nombreuses décennies le pétrole a été la cause de beaucoup de guerres et de crises. Mais quelles énergies vont alimenter demain la croissance et à quels coûts, dans un contexte d'hyper-concurrentialité ?

Donc, la « Géopolitique de croissance » cherche à dégager des éléments structurants pour la compréhension des mécanismes économiques à terme. C'est le travail que nous avons commencé les années passées au sein de mon Think Tank, d'abord avec la crise du COVID, ensuite avec le Great Reset promu par DAVOS, et surtout avec le conflit en Ukraine.

Celui-ci exprime une réelle confrontation aujourd'hui entre l'Occident et les deux composantes majeures de l'Eurasie : la Russie et la Chine. C'est cette réunion que craignait dans le Grand Echiquier l'ancien conseiller à la Sécurité américain, Brzezinski, paru en 1997 : l'Eurasie est le grand échiquier et l'Ukraine est le pivot stratégique. Cette analyse était le prolongement de la théorie du Heartland de l'anglais Mackinder publiée en 1904 : Selon le géographe, le monde est comparable à un océan mondial où se trouve l'Île Monde (« world island ») composée de l'Asie, de l'Europe et de l'Afrique. Autour d'elle se trouvent les grandes îles (« outlying island ») : l'Amérique, l'Australie, le Japon et les Îles britanniques. Celui qui contrôle le pivot mondial («

heartland ») commande l'Île Monde ; celui qui tient l'Île Monde tient le monde. Cette théorie fait l'objet de débats, notamment au regard de la Belt&Road initiative de la Chine. Une autre théorie, , a privilégié le contrôle des mers : le Rimland (bord du monde avec Mahan, Spykman et Raleigh). Mais certains experts voient encore dans le Heartland une grande pertinence à l'examen de la politique de la Chine au Moyen-Orient qui devient ainsi un autre « pivot ».

C'est toujours selon moi d'actualité, et d'autant plus si l'on y associe le « messianisme américain », fortement relancé par les néoconservateurs. Ceux-ci sont convaincus que l'Amérique incarne le « Bien », ils pensent qu'elle assurera sa sécurité et restera fidèle à sa « mission morale » seulement en exportant la démocratie, au besoin par la force. Nous en voyons les résultats depuis plus de vingt années. Doublé du fait que quiconque a voulu s'attaquer à la suprématie du dollar l'a payé très chèrement : Saddam Hussein qui voulait privilégier l'euro en éliminant les pétrodollars, Kadhafi avec son projet de « dinar-or », ou encore les démêlés de Maduro, le Président du Venezuela, qui, en 2017, avait déclaré que son pays allait « mettre en œuvre un nouveau système de paiements internationaux et créera un panier de devises pour nous libérer du dollar ». Ces derniers propos appellent donc plusieurs commentaires.

En premier lieu, et au risque de choquer plusieurs d'entre vous, la géopolitique s'abstient de toute considération morale .

Ce n'est pas un critère pris en considération. C'est d'ailleurs ce qu'avait souligné Alain Juillet, l'ancien patron de la DGSE à l'Ecole des Mines de Nancy dans une conférence sur la géopolitique. Il dit immédiatement dans son introduction, qu'il faut être le plus neutre possible et que ce n'est pas facile. Mais c'est impératif pour conduire une analyse pertinente. Il ne faut pas raisonner avec idéologie. Car on court le risque de se tromper gravement. Et j'ajouterai que les considérations morales ou moralistes conduisent d'une part à sous-estimer, souvent par mépris, les parties en présence. Sans doute, le faible effet des sanctions occidentales envers la Russie résulte de cette approche, et explique le retour de bâton sur l'économie européenne.

Donc, pas de considérations idéologiques et morales. D'abord, parce qu'il faudrait considérer la morale comme un ensemble de valeurs universelles, des Meta Valeurs, et que les civilisations dans le monde n'ont pas des considérations similaires sur ce plan. Si vous gérez vos relations internationales en ce sens, soit vous fermez toute possibilité d'accord et de discussion, ce qui est la négation de la diplomatie, soit vous pratiquez le double langage. Je vais choquer peut-être encore des participants, mais les Nations unies dénombrent environ 200 millions de filles et de femmes ayant subi une excision, notamment en Egypte, en Ethiopie, en Indonésie, 3 pays qui représentent la moitié de ces sévices. C'est moralement affreux, condamnables au regard de nos valeurs européennes. Mais il n'en reste pas moins que la France est le 11e partenaire commercial de l'Egypte. L'Ethiopie représente le 5ème excédent commercial de la France en Afrique subsaharienne. Et en 2022, nous sommes tous allés au sommet du G20 en Indonésie.

Le rapport au monde est différent selon que l'on est dans l'Occident avec ses fondements judéo-chrétiens, ou que l'on est dans le monde slave – je recommande la lecture du livre de Maryse Dennes « Russie-Occident : philosophie d'une différence » qui montre un rapport au monde très différent. Elle explique que le regard qu'un peuple porte sur lui-même délimite un cadre qu'elle nomme « historial » et par lequel est définie la manière d'être au monde, et donc l'entrée dans l'« histoire ». Le cadre « historial » fournit la matrice du développement historique à l'intérieur duquel une histoire (un devenir) peut se développer.

Si vous voulez comprendre le conflit actuel et ses prolongements futurs, il faut laisser de côté votre conception occidentale et acceptez d'entrer dans l'univers russe, voire slave. Etant précisé que c'est tout, sauf simple, car la russophobie en occident ne date pas de la période du communisme, mais remonte au schisme entre l'Eglise catholique occidentale et l'Eglise orthodoxe orientale. Plus encore qu'une différence théologique, le schisme démarquait en effet deux espaces mentaux différents et l'antagonisme entre deux civilisations (« la légitimité d'une Eglise chrétienne entraînait immanquablement l'illégitimité et l'hérésie de l'autre ») qui allait prendre différentes formes au fil des siècles jusqu'aujourd'hui. La religion orthodoxe est un « christianisme de combat ». Et dans le conflit actuel, la dimension eschatologique est extrêmement forte, ce que nous avons du mal à prendre en compte, eu égard à notre « déchristianisation ». J'ajoute que cette caractéristique eschatologique est également très forte dans le monde musulman russe, en particulier chez les Tchéchènes combattants.

Si j'évoque l'histoire également, c'est parce qu'elle ne se répète pas, certes, mais elle comporte des dynamiques qui expliquent assez bien les situations géopolitiques actuelles. Dit autrement, ce qui s'est produit dans le passé ne se reproduira pas nécessairement dans le futur. Le passé n'est qu'un point d'appui, une ligne directrice, un moyen de comprendre ce qui se passe réellement dans le présent et ce qui pourrait se produire dans le futur. Ce faisant, le passé apporte des clefs de lecture.

Prenez l'attitude de la Hongrie : plutôt que d'appliquer une grille de valeurs morales sur le gouvernement actuel, à l'image de la Commission européenne et son discours sur l'«Etat de droit», revisitez le Traité de Trianon signé le 4 juin 1920 et qui faisait suite au traité de Versailles en officialisant la dislocation de l'Empire austro-hongrois. Cela a eu pour conséquence de faire passer 3,3 millions de Hongrois (soit plus de 30 % d'entre eux) sous domination étrangère. On les retrouve en Ukraine, en Roumanie, en Croatie, en Slovénie, en Serbie. Et cette blessure nationale est l'un des piliers de la politique du gouvernement de Viktor Orbán.

L'on peut prendre un autre exemple, dans le monde diversifié de l'ASIE, avec en particulier la Chine. J'ai un excellent ami, Hervé Azoulay, de formation ingénieur des Arts et Métiers, et qui a eu d'importantes responsabilités internationales dans de grands groupes, comme Intel, Schneider Electric, etc. et qui est aujourd'hui un business angel. Il préside ATHES finances et participations, Invest Banlieues, co-fondateur de l'Observatoire Economique des Banlieues, etc. Il a écrit plusieurs livres, dont un sur le management chinois où il part du constat que le collectif prime naturellement sur l'individu, ce qui est le produit de trois influences :

- Le Confucianisme : il favorise la communication interpersonnelle et la relation entre l'homme et le social
- Le Taoïsme : il met l'accent entre l'harmonie, l'équilibre, la nature et l'homme (Yin et Yang)
- Le Bouddhisme : il privilégie la communication entre l'esprit et le corps

Tout ceci explique la structure sociologique des Chinois

- Le 1er cercle c'est la famille avec une cohésion plus forte qu'en Occident
- Le 2ème cercle ce sont les collègues (université ou travail) qui représentent un cercle d'amis (pas de différence entre amis et collègues)
- Le 3ème cercle ce sont les relations pas naturelles (pour en tirer profit)

En fait, c'est le collectif qui prime avant l'individu et le respect de ce collectif, des intérêts collectifs ou du bien commun si l'on veut utiliser ce concept occidental. Mais ce n'est pas de la communication. C'est du réel. En

Occident, nous fustigeons le régime du PCC et nous exprimons de fortes craintes à l'égard du ranking social, à partir notamment des instruments de paiement et de crédit. Or, si l'on en croit les sondages de l' « Ash Center de la Kennedy School of Government de Harvard », les résultats révélaient en juillet 2020 un taux de satisfaction de 95 % des citoyens chinois vis-à-vis de leur gouvernement. Et pour ceux qui travaillent en Chine, la majorité des individus rencontrés n'ont pas l'impression que l'Etat autoritaire n'est qu'oppressif, il est aussi source d'opportunités.

Donc, en prenant comme principes que la géopolitique doit s'abstenir de toute considération idéologique et morale, que l'Histoire est une référence fondamentale pour comprendre les situations actuelles, et que le ressort culturel, religieux, philosophique des peuples jouent pour beaucoup d'entre eux un rôle énorme dans la structuration de leurs opinions et démarches, l'on peut aborder les dynamiques en présence et leurs impacts macro-économique.

C'est bien une volonté politique qui a fait en sorte que les BRICS représentent désormais 44% des réserves mondiales de pétrole et 51 % des énergies fossiles, ce qui aura inéluctablement des conséquences sur le dollar, avec un effet indirect majeur sur l'euro et sa très probable dépréciation.